



AMBASSADE DE SUISSE
EN GUINÉE

CONAKRY, le 4 mars 1974
Avenue du Gouvernement
Immeuble «Urbaine»
Boîte postale 720
Téléphone 415.73

Réf.: 370.1 (1) - FX/fm

R.P. N° 2

Au Chef du
Département politique fédéral

3003 B e r n e

GUINEE - BISSAU

Lors d'une audience strictement privée et reconnue comme telle, j'ai pu m'entretenir avec M. Aristides PEREIRA, Secrétaire général du Parti Africain pour l'Indépendance de la Guinée-Bissau et des Iles du Cap-Vert (P.A.I.G.C.).

A diverses reprises, tant Luis CABRAL, Président du Conseil d'Etat de la nouvelle république, qu'Aristides PEREIRA, m'avaient déclaré qu'ils étaient heureux de constater que la Suisse n'était pas indifférente à l'indépendance de la Guinée-Bissau et qu'ils avaient appris que des sympathisants suisses étaient même intervenus auprès du Gouvernement suisse, afin qu'il reconnaisse leur jeune état.

Aristides Pereira me tint à nouveau le même langage, ce qui me permit de lui faire remarquer que nous vivons dans une démocratie où chacun a le droit de s'exprimer librement et de se faire entendre, mais qu'en revanche le Gouvernement suisse doit s'en tenir aux conditions définies par le droit international et à ses principes de neutralité. Je lui ai expliqué que dans le cas présent, la Suisse pourrait reconnaître la Guinée-Bissau si le Portugal venait à lui accorder l'indépendance ou si les Portugais étaient contraints d'abandonner définitivement tout le territoire.

./.

Dodis



M. Pereira m'a bien compris et me fit ensuite l'éloge de la Suisse. Il souhaiterait que son état, également petit, puisse jouir un jour d'un tel prestige et d'une politique aussi sage que stable.

Durant la suite de notre entretien, j'ai eu la confirmation que la Guinée-Bissau (un septième plus petite que la Suisse - 36'125 Km²) était aux deux-tiers occupée par les troupes du P.A.I.G.C. Cependant, dans les territoires occupés ne vivent que 109'000 habitants, c'est-à-dire environ un peu plus du sixième de l'ensemble de la population. (Nous sommes donc encore loin de la libération totale du pays).

A la question de savoir si, conformément au but fixé lors de la réunion d'Accra des Chefs d'état de l'O.U.A., la Guinée-Bissau serait entièrement libérée avant la fin de 1974, Aristides Pereira resta perplexe et semblait en douter. Si les états africains nous fournissent suffisamment d'armes modernes, peut-être, mais ils manquent malheureusement à leurs engagements. En outre, les Portugais ont une position forte. Ils occupent des endroits stratégiques et ne sont pas disposés à nous livrer le combat ailleurs. Depuis que nous avons utilisé des fusées sol-air et abattu de leurs avions, ils évitent et interrompent leurs attaques aériennes.

Je l'interrogeai ensuite sur l'éventualité de l'intervention militaire d'autres pays africains, comme l'ont préconisée Sékou Touré et Idi Amine. Le secrétaire général du P.A.I.G.C. souhaiterait ne pas en arriver là, car il tient à ce que ce soit les ressortissants de Guinée-Bissau qui délivrent leur pays, mais, ajouta-t-il, le mieux serait que le Portugal comprenne notre désir et notre volonté d'indépendance et accepte de nous la donner. Nous avons tellement de liens avec le Portugal. Nous resterons attachés à son peuple

et à sa langue. Nous aurons besoin par la suite des Portugais pour l'enseignement du portugais dans nos écoles, nous ne pourrions pas non plus renier les parents et amis que nous avons au Portugal.

Avez-vous eu des contacts secrets avec les Portugais? Non, car le Général de Spínola, ancien gouverneur, a toujours refusé le dialogue. Il vient d'écrire un livre dans lequel il déclare que le Portugal doit maintenant donner l'indépendance aux provinces d'Outre-mer. Nous n'y croyons rien. Il ne s'agit là que de démagogie en vue des élections à la présidence de la République où il sera candidat.

La querelle Touré-Senghor ne nuit-elle pas indirectement à votre lutte? Elle ne la favorise évidemment pas.

Le Président Sékou Touré a critiqué publiquement le Président Senghor en raison de son initiative, par l'intermédiaire du Brésil, de rechercher avec les Portugais une solution à votre conflit. Qu'en pensez-vous? Nous apprécions lorsqu'un état ami s'efforce de nous aider et lui laissons l'entière liberté de parler en notre nom.

Quelle est la tendance politique de votre mouvement? Il eut un sourire, car le Conseiller national Ziegler, qui a fait récemment une visite dans le Nord de la Guinée-Bissau, avait posé la même question. Nous sommes avant tout des nationalistes et en tout cas pas marxistes, rassurez-vous.

Votre parti est également pour l'indépendance des Iles du Cap-Vert. Cela signifie-t-il que les îles feraient partie de votre république? Non. Les deux peuples décideront d'eux-mêmes s'ils désirent ne former qu'un seul état.


Cette question m'intéressait, car si la Guinée-Bissau devenait un jour indépendante, mais que les Iles du Cap-Vert ne le deviennent pas, il y aurait lieu de se pencher sur

ce problème, du fait que l'Assemblée nationale de l'Etat de Guinée-Bissau a considéré, les 23 et 24 décembre 1973, qu'elles faisaient partie intégrante de la Guinée-Bissau. Affaire à suivre lors d'une éventuelle reconnaissance.

Ce qui mérite d'être relevé et qui est d'ailleurs fort sympathique, c'est que je n'ai jamais entendu un seul membre du P.A.I.G.C. - et ici nous en rencontrons fréquemment - nourrir une haine contre le Portugal. Tous souhaiteraient éviter un dernier affrontement inutile et garder une amitié avec les Portugais, dans une indépendance totale. Il serait heureux que l'on arrive rapidement à une telle solution, de façon à ce que la Guinée-Bissau ne soit pas redevable de son indépendance aux Soviétiques et à leurs alliés.

Copie est adressée directement à Monsieur Jean Richard, Ambassadeur de Suisse à Dakar, pour son information.

Le Chargé d'affaires de Suisse a.i.


Benoît FROCHAUX

Annexe: 1 photocopie d'une carte de la Guinée-Bissau



Ch					ala
Date					1 APR 1974
Vrs					X
EPD					-1 APR 1974
Ref p.A.					1.5

CP
à 13/14

Résumé du R.P. N° 2 du 4 mars 1974

GUINEE - BISSAU

Deux tiers de la Guinée-Bissau sont aux mains du Parti Africain pour l'Indépendance de la Guinée-Bissau et des Iles du Cap-Vert, cependant à peine un peu plus du sixième de la population vit dans les territoires libérés.

Il est fort probable, malgré le but fixé lors d'une réunion des Chefs d'état de l'O.U.A. à Accra, que la Guinée-Bissau ne sera pas entièrement libérée avant la fin de 1974. Les états africains ne fournissant pas suffisamment d'armes et ne tenant pas leurs engagements.

Le P.A.I.G.C. ne souhaiterait pas une intervention militaire étrangère, mais aimerait, en revanche, que le Portugal accède à son désir d'indépendance. Il a apprécié, malgré les critiques de Sékou Touré, l'initiative de Senghor, par l'intermédiaire du Brésil, de trouver une solution au conflit. Bien que cette tentative ait échoué, il laisse la liberté à chaque gouvernement d'être son interprète auprès des Portugais, afin d'accéder au plus vite à une indépendance totale et éviter le combat. Il aimerait aussi sauvegarder les liens ancestraux qui le lient au Portugal et aussi continuer à bénéficier de sa culture.

Boutouman